# C:\Mes documents\MODELES\Logos\Insign CESAT .jpg

**S O M M A I R E**

###  **page**

 **L’Hôte du trimestre**  **3**

 Le Général de division GARRIGOU-GRANDCHAMP

**Articles d'intérêt général**

####  **L’impasse stratégique occidentale 7**

 par le Général (2°s) de La MAISONNEUVE

**Témoignages et conférences**

 **Kosovo: huit leçons apprises 13**

*Syntèse d’une conférence de B.ernard KOUCHNER*

**L’oryx et le faucon noir 17**

 par le Lieutenant-Colonel GOYA

**Opinions libres et contributions des stagiaires**

**Partenariat entre Défense et Entreprises 25**

*par le Commandant de réserve LEFORT-LAVAUZELLE*

**Former à l’emploi des forces, purquoi faire? 27**

*par le Colonel BEMELMANS*

**Nouvelles missions de l’armée de terre 31**

*par le Major i.G. WEGENER*

**Les opérations de désarmement, démobilisation, réinsertion 33**

*par le Capitaine de réserve FLICHY*

**Lectures**

**On a aimé 37**

****

**L’HÔTE DU TRIMESTRE**

*Le Général de division GARRIGOU GRANDCHAMP*

*Général Adjoint au Commandant du CoFAT*

La formation tactique des officiers est à la veille d’une rénovation profonde, qui demandera une action décidée, opiniâtre et générale : elle concerne toute la chaîne des organismes de formation, depuis les écoles de formation initiale jusqu’à l’école d’état-major (EEM) et au cours supérieur d’état-major (CSEM).

Pourquoi une énième réforme ? Etait-elle indispensable ?

Il s’agit moins d’une réforme de structure ou de procédures que d’un approfondissement nécessité par les besoins de l’armée professionnelle, aiguillonné par les sollicitations du pilotage croissant de la formation supérieure par le chef d’état-major des armées.

Les besoins résultent d’un constat sur la nécessité d’ajuster le champ de la formation et les niveaux étudiés. Chacun sait que l’amélioration de la formation au combat interarmes, notamment dans le cadre du combat en zone urbaine, est impérative. En outre, la carence de la formation au niveau de la manœuvre du régiment et du groupement tactique interarmes (GTIA) est avérée. Les adaptations en cours viseront donc à former mieux et plus tôt à la combinaison des effets des fonctions opérationnelles et elles focaliseront dorénavant la formation au raisonnement tactique avant l’EEM sur le GTIA.

L’occasion est celle de la profonde transformation du concours d’accès au CID, qui s’inscrit dorénavant dans la perspective d’une épreuve interarmées, ce qui entraînera, dès juin 2007, la suppression des épreuves de tactiques propres à l’armée de terre.

En conséquence trois principes vont guider cette nouvelle structuration de l’enseignement de la tactique :

**1. Enseigner la tactique au plus tôt et densifier le contenu de son enseignement.**

* Axé sur le niveau du GTIA, un cours de tactique visant à rendre concret les effets des diverses fonctions opérationnelles sera dispensé aux élèves des Ecoles de Coëtquidan.
* L’enseignement de la tactique devra en outre pouvoir s’appuyer sur des ouvrages théoriques et pratiques rénovés.
* Avant leur entrée à l’EEM, tous les officiers devront avoir été initiés à la manœuvre du GTIA, fondement de leur entraînement au raisonnement tactique.

**2. Former « au niveau au-dessus ».**

La qualité de l’exécution d’une mission opérationnelle dépend, pour une large part, de la capacité du chef d’un échelon considéré de replacer sa manœuvre dans le cadre de celle de l’échelon supérieur. C’est pourquoi, dorénavant, les formations de cursus s’attacheront explicitement à dispenser un enseignement sur la manœuvre du niveau supérieur, SGTIA pour les divisions d’application des lieutenants, GTIA pour les capitaines lors des CFCU, voir niveau de la BIA pour certaines fonctions opérationnelles.

1. **Accroître la pratique.**

Pour former mieux sans former plus longtemps, il est indispensable de mettre en œuvre les bons processus pédagogiques. Deux d’entre eux seront privilégiés :

* les mises en situation comme officier rédacteur seront multipliées tant pendant les stages qu’en exercice ;
* la modularité sera mise en œuvre à l’EEM, avec un 4ème mois consacré à l’approfondissement des savoir faire interarmes propres à chaque fonction opérationnelle et mis en œuvre soit à l’EEM (mêlée + appuis), soit aux ELT (logistique), soit au CEERAT (renseignement), soit à l’ESAT (SIC), soit à l’EMSAM (CAT et CTA).

Dans une armée d’emploi, il est peu de tâches aussi pressantes que de porter à un haut niveau la maîtrise de la tactique.



***Articles d'intérêt général***



# L’IMPASSE STRATÉGIQUE OCCIDENTALE :

## C:\Mes documents\MODELES\Logos\Insign CESAT .jpgd’une stratégie de guerre à une stratégie de crise

*par le Général (CR) Eric de La Maisonneuve*[[1]](#footnote-1)

Le modèle stratégique occidental domine le monde depuis plusieurs siècles. Inspiré par la philosophie grecque, déterminé par la pratique romaine, repensé et systématiquement mis en œuvre par les Européens puis par les Américains depuis le XVIII° siècle, il a largement contribué à façonner notre actuelle modernité. Or, il semble, au vu des diverses crises dans lesquelles sont engluées les sociétés contemporaines, que ce modèle connaisse des échecs sérieux ou, pire, qu’il soit durablement en panne. Ce phénomène est inquiétant pour les pays occidentaux qui en étaient les principaux artisans et qui se trouvent dans une situation incertaine ; il est désastreux pour une partie du monde qui n’a pas d’alternative et se trouve ainsi dans une impasse.

### **Un modèle guerrier**

Ce modèle est une réalité. Il est né d’une nécessité, celle des cités grecques d’assurer leur survie face à l’Empire perse, puis de la volonté de faire jeu égal avec lui, sinon de le dominer. Il est la démonstration qu’un peuple, sans ressources mais doué d’intelligence et d’énergie, peut modifier en sa faveur le rapport des forces s’il sait maîtriser certains paramètres : *l’appréciation de situation* d’abord, *l’organisation et la technique* ensuite, *l’implication et la cohésion des citoyens* enfin. La Prusse de Frédéric II au XVIII° siècle, Etat germanique marginal, saura utiliser les mêmes arguments pour enclencher le processus qui la conduira à l’Empire allemand. Ces caractéristiques, lorsqu’elles s’expriment à travers un système militaire - phalange macédonienne, légion romaine, armée prussienne -, lui confèrent une telle supériorité sur ses voisins que l’action guerrière devient pour ces Etats le mode d’action le mieux adapté pour atteindre leurs objectifs politiques.

Le modèle stratégique occidental, depuis ses origines, est fondé sur l’action guerrière et, donc, sur la logique de puissance et l’esprit de conquête. Cette logique inspirera le concept d’Etat guerrier dont la France du XVII° siècle fut le plus éclatant exemple. Un tel modèle, prônant la guerre comme mode opératoire privilégié de l’Etat, par ailleurs construit autour d’un système militaire, a été d’une remarquable efficacité. Il a permis au continent européen de s’organiser autour de la notion d’Etat-nation et, à travers ce modèle politico-militaire, de conquérir le monde et d’imposer aux autres continents les modes de pensée, les organisations et les techniques de la civilisation occidentale.

En poussant le système stratégique aux limites de ses capacités - Napoléon - et au-delà du raisonnable - Bismarck -, les Européens ont ruiné leur propre modèle. Les excès des guerres mondiales du XX° siècle, le contresens qu’elles ont représenté pour ses protagonistes, les dégâts collatéraux - au titre desquels on doit compter les totalitarismes - qu’elles ont provoqués, les effets d’engrenage qu’elles ont entraînés dans toutes les sociétés, ont normalement appelé à mettre ce modèle en échec et à en interdire l’usage. Tel fut l’esprit de la charte des Nations unies, dont on peut observer que les « fauteurs de guerre » habituels qu’étaient les « puissances » ont à peu près respecté la lettre en déportant leurs rivalités dans des domaines moins sanglants, sinon moins meurtriers.

### **Ni guerre, ni paix : la « crise »**

Ce faisant, en consentant, du moins dans les principes, de dissocier la guerre de la politique, en interdisant l’usage souverain de la force et en se privant eux-mêmes - avec le concours de la dissuasion nucléaire - de l’argument principal de leur puissance, non seulement les Etats ont affaibli leur légitimité interne mais ils ont surtout modifié de façon radicale l’ordre international. En éradiquant

la « guerre » de leur arsenal de puissance, outre qu’ils ne sont pas parvenus à installer un nouvel ordre pacifique, ils ont contribué à libérer les énergies contraintes et rendu possible, dans le monde entier, l’expression de forces nouvelles et, pour la plupart, insoupçonnées. La guerre improbable, selon la formule de Raymond Aron, rendait la paix impossible. Trop de problèmes politiques, sociaux, économiques, qu’on aurait autrefois volontiers « exporté » chez des ennemis plus ou moins héréditaires, devaient être désormais traités par le seul truchement des mécanismes internes : une bonne occasion de soumettre les pouvoirs publics, éventuellement les règles de la démocratie, à l’épreuve de la réalité.

Cette épreuve fut retardée de quelques décennies en raison des avatars que furent pour les puissances, d’une part, la décolonisation qui laissa croire un instant que la guerre était possible et « gagnable » sous d’autres formes et avec d’autres méthodes, d’autre part et surtout, la guerre froide qui entretint l’illusion de « la guerre » et la suprématie de la puissance. Mais, dès 1990, alors que la fin de l’histoire était proclamée par quelques esprits aveugles, se révéla dans toute son ampleur ce qui était sous la braise depuis trente ans et qui est désormais le lot du monde contemporain : *la crise*. Le troisième millénaire s’est ouvert sous son emprise probablement durable. L’ordre international, malgré (ou à cause de) la domination américaine, est profondément perturbé ; les sociétés, soumises à des courants contraires, sont également déstabilisées.

Situation totalement inédite que cet entre-deux que constitue la crise ; inédite, incertaine et inconfortable. Quelques Etats qui, comme les Etats-Unis, se trouvent encore en situation de puissance, croient pouvoir faire abstraction de cette réalité et s’obstiner, à contre-courant, dans leur vision décalée du monde. Tous les autres, quel que soit leur stade de développement, sont obligés de s’y adapter ; certains tentent d’en tirer le meilleur parti pour défendre leurs intérêts et maintenir leur rang, la plupart souhaitent accéder à l’histoire et cherchent à émerger à la modernité. Le contexte de la crise est bien celui de la mondialisation et de la nécessité qui s’ensuit pour tous les peuples, chacun à son niveau et avec sa propre culture, de parvenir à vivre ensemble et en harmonie sur cette planète. La guerre y est bien sûr « impensable » sauf à accepter de mettre le doigt dans un engrenage non maîtrisable et, peut-être, de déclencher l’apocalypse ; les rivalités et les antagonismes doivent donc s’y régler autrement.

Cette autre façon d’agir pour les Etats et pour les peuples - une stratégie de crise - reste à inventer. Autant nous avons choisi de « penser la guerre » pendant des millénaires et mis au point des stratégies correspondantes de confrontation qui donnaient un « sens » à l’action collective, autant il nous faut aujourd’hui imaginer de « penser la crise » dans ses deux dimensions essentielles : le monde et la société. Le monde dans sa globalité, parce qu’il est secoué par le choc considérable que représente l’irruption des « géants » asiatiques qui viennent en quelques années bousculer tous les paramètres, économiques en particulier, qu’on avait mis tant de soin à valider depuis un demi-siècle ; nombre d’accords internationaux, la plupart des normes adoptées dans le seul intérêt des pays occidentaux, devront sans doute être révisés à moyen terme. Les sociétés dans leurs spécificités qui, saturées d’informations, parcourues par de profonds courants de communautarisme et d’individualisme, tendent toutes, à des degrés divers et selon l’état de leurs structures étatiques, à se désorganiser et à s’horizontaliser ; la « société civile », partout à l’état embryonnaire, se démarque peu à peu du pouvoir politique quand elle ne le conteste pas.

##### Ré-apprécier la situation stratégique

Dans une situation aussi déséquilibrée, les outils stratégiques dont disposent les Etats sont inadaptés et parfaitement inefficaces : la puissance militaire américaine échoue à établir un ordre en Irak ; les gouvernements européens s’épuisent à définir des objectifs communs ; les pouvoirs publics peinent partout à contenir les effets des catastrophes naturelles, du marasme économique et des désordres sociaux. Mais il ne faudrait pas se satisfaire de la seule explication par les outils. Le problème est plus complexe et il touche à l’essentiel. En réalité, il n’est pas sûr que les dirigeants des sociétés contemporaines aient tous perçus l’ampleur du bouleversement en cours ou, s’ils l’ont compris, qu’ils aient mesuré le changement de mentalités que celui-ci devrait provoquer.

C’est dire à quel point s’imposent la nécessité et l’urgence de réexaminer ce monde nouveau et d’établir une véritable appréciation de sa situation. Ce que les Grecs ont su faire en leur temps reste indispensable : prendre la juste mesure du monde environnant. Tous les paramètres que devrait prendre en compte l’analyse stratégique sont en voie d’évolution rapide : la démographie, la technologie, l’économie en particulier. Ils sont les facteurs d’une transformation générale des « relations » internationales et sociales, et il apparaît urgent de fabriquer le *logiciel* qui permettra d’en comparer les effets et de les associer dans un tableau de bord global. L’appréciation de situation, à supposer qu’elle soit pratiquée, reste encore partielle et faussée par des visions du monde archaïques. A cet égard, ni les médias pour des raisons financières, ni les politiques en raison de leur prisme idéologique, ne jouent le rôle d’informateurs objectifs, obligeant les analystes à procéder par approximation à l’aide de leurs seuls moyens. Cela explique la carence de l’analyse stratégique et ses erreurs de diagnostic.

Un deuxième point dans notre rapport au monde devrait retenir l’attention. C’est celui de la disparition de l’ennemi et, de façon quasi simultanée, de la montée en puissance des « géants » asiatiques. L’émergence de l’Inde et, surtout, l’irruption de la Chine, passée en moins de vingt ans d’une situation de sous-développement au statut de grande puissance, modifient profondément l’ordre politique et économique en déplaçant les centres de gravité et les lignes de clivage habituels ; ces deux pays, en prenant la place qui leur revient légitimement dans le concert international, bousculent un ordre du monde établi depuis des décennies selon d’autres schémas, désormais contestés. Et cette entrée dans la mondialisation ne se produit pas par la petite porte ; elle se fait à une échelle et avec des effets dominos inconnus jusqu’à présent, qui placent les « puissances moyennes » dans une situation inédite de déséquilibre ; elle oblige partout à des réorganisations ou à des regroupements régionaux qui accentuent encore la reconfiguration du monde. En toute autre époque, cette intrusion eut été jugée inacceptable par les Occidentaux et aurait déclenché un processus guerrier par lequel, comme dans le passé, la supériorité due à la technique et à l’organisation se serait imposée. Mais voilà ! Nous sommes au XXI° siècle ; la guerre des « puissances » a été interdite et rendue très hypothétique par la vertu des armes nucléaires, et nous avons d’un commun accord proclamé la disparition de l’ennemi.

Cette décision d’intégrer les ennemis d’hier – Allemagne et Japon en 1945, Russie après 1990 – dans le camp des vainqueurs n’est pas anodine : elle ruine la dialectique de l’ami et de l’ennemi, la thèse fameuse de Carl Schmidt sur « la désignation de l’ennemi comme fondement de la politique » ; elle oblige à une conception de l’ « altérité » en lieu et place de l’adversité et remet en cause l’exercice de la démocratie basé sur la notion d’opposition. Comment, dès lors, établir des relations internationales, dans ce monde en cours d’émergence, qui soient fondées sur une reconnaissance de l’Autre ? Comment concilier, dans notre mondialisation inévitable, les caractères spécifiques des civilisations occidentale et orientale ? Comment imaginer, dans chacun des domaines où la confrontation est latente, des convergences vers des compromis acceptables ? Comment enfin ne pas tomber dans la tentation facile de recréer une adversité de convenance, en désignant, par exemple, des Etats voyous ? Tel est aujourd’hui l’enjeu d’une appréciation de situation qui, bien plus qu’une simple observation des faits, doit s’élever à une meilleure compréhension de l’Autre.

##### Retrouver le sens d’un « projet » politique

L’impression de « vide stratégique » qui prévaut justement à notre époque est liée en grande partie à l’absence de perspective guerrière qu’aucun projet alternatif « civil » ne vient remplacer. Les sociétés occidentales se sont installées durablement dans l’assurance que donne la démocratie d’être le point indépassable de la politique, et son concert de principes sur les droits de l’homme ou les libertés individuelles. Elles tentent de se maintenir dans cet état jugé satisfaisant par un taux de croissance économique suffisant à créer un minimum de richesse et à acheter une relative paix sociale. Mais de projet politique digne de ce nom, qui donne une orientation à la collectivité et un horizon aux individus, il n’y en a point. Rien qui vienne remplir la troisième condition mise en œuvre par les stratèges grecs : l’implication et la cohésion des citoyens.

Si la stratégie se définit comme la dialectique des moyens et des fins, on voit bien que celles-ci nous font défaut. La seule organisation des moyens, aussi habile soit-elle et confortée par la maîtrise de technologies sophistiquées, ne dispense ni de la juste appréciation de la situation – les circonstances – d’une part, ni de l’élaboration d’un projet mobilisateur d’autre part. Or, dans nos pays démocratiques, comme dans toutes les autres sociétés à plus ou moins long terme, la légitimité de conception du projet appartient aux seuls citoyens, en d’autres termes à ce qu’on appelle aujourd’hui la « société civile » par opposition aux pouvoirs publics et à l’Etat. Spectaculaire renversement de l’ordre stratégique entre un système autoritaire, qui a failli dans sa confusion clausewitzienne entre la politique et la guerre, et une société qui voudrait enfin inventer la démocratie et faire de la politique un projet « humaniste ». On ose à peine évoquer le chemin qui reste à parcourir avant d’atteindre ces rivages mythiques ! Mais, pour demeurer dans le réel, quel pourrait être l’objet de ce projet, à supposer qu’on parvienne un jour à organiser le débat public qui permettrait de le mettre à jour ? Comme par le passé, mais de façon encore plus dépendante qu’auparavant, aucun projet ne paraît concevable en dehors de son contexte géostratégique et sans tenir compte de l’environnement socio-politique et économique. Autant dire qu’il y a un lien étroit de cause à effet entre l’appréciation de situation que nous saurons faire du monde contemporain et l’espoir d’un projet politique qui nous soit commun. Aucune société n’est plus en mesure d’élaborer un projet politique qui ne soit en relation directe avec le monde.

Il faut donc commencer par le commencement et entreprendre cette auscultation du monde qui, si elle est conduite correctement, débouchera sur une meilleure compréhension des phénomènes et sur un diagnostic moins incertain. Cela ne résoudra en rien la crise de notre actuelle modernité, mais cela aura pour effet de se rapprocher des autres. La stratégie est d’abord une affaire de « relation », relation à l’Autre évidemment, qui ne se limite pas à la confrontation guerrière, mais aussi relation au monde et aux circonstances. Aux trois niveaux qui intéressent la stratégie, celui des moyens et de l’environnement, celui des fins et du projet, celui de la démarche et donc des relations entre les uns et les autres, on le voit, le chantier est ouvert.

**Stratégie et chaos**

L’enjeu de cette révision stratégique est fondamental pour l’avenir de l’Europe ; elle est en effet à la croisée des chemins, qu’il s’agisse de son existence propre ou de sa place et de son influence dans le monde futur. Elle qui a initié le modèle stratégique occidental se trouve dans l’alternative, soit de suivre l’Amérique dans sa tentative de reconstituer les éléments d’une stratégie de puissance, avec tous les risques que cela comporte pour la paix mondiale, soit de reprendre l’initiative et de se démarquer d’un modèle obsolète et dangereux. L’Europe se trouve devant une chance historique de pouvoir « repenser » le monde, non plus à partir d’un « modèle » stratégique comme elle le fit au cours des derniers siècles, mais comme *laboratoire* pour l’exercice de la démocratie et comme *médiateur* entre les civilisations. Une appréciation correcte des évolutions probables d’ici à vingt ou trente ans nous conduit en effet à penser que les Etats-Unis d’une part, la Chine d’autre part, assureront leur condominium politique et économique sur le monde. Si, à cette échéance, aucune entité politique ne parvient à la parité avec ces deux « puissances », si aucune possibilité de médiation ne se trouve disponible pour tempérer les exaspérations réciproques qui naîtront de conceptions et de modes d’action radicalement divergents entre extrême-orientaux et extrême-occidentaux, nul doute alors que leur confrontation sera inéluctable.

La crise que subit le monde contemporain peut être maîtrisée ; cela lui évitera de sombrer dans une conflictualité dont nous pressentons qu’elle pourrait être encore pire que les guerres mondiales du XX° siècle. Elle ne le sera que par une « stratégie de médiation », démarche dans laquelle les voies différentes de l’Orient et de l’Occident pourront converger au lieu de s’opposer, où les visions du monde des uns et des autres pourront s’enrichir et se renforcer pour le bien de l’humanité. Mais on peut toujours rêver !



***Témoignages et conférences***

****

**KOSOVO : HUIT LEçONS APPRISES**

 *Synthèse de l’intervention de Bernard KOUCHNER,*

*lors de la séance de formation de l’ESORSEM (le 26/09/2005)*

*réalisée par le Général BOULNOIS[[2]](#footnote-2).*

**

*Le 26 septembre, la formation des ORSEM titulaires, organisée par l’ESORSEM, a repris.*

*Le thème central retenu pour cette année est : « la gestion des crises asymétriques ».*

*La conférence d’ouverture a été prononcée par Monsieur Bernard KOUCHNER qui a fait l’honneur et l’amitié aux ORSEM, d’aménager son emploi du temps pour venir s’adresser à eux.*

*Expert de réputation internationale, il a en particulier occupé la fonction de Représentant Spécial du Secrétaire Général de l’ONU au Kosovo de 1999 à 2001.*

*Pendant plus d’une heure, avec la chaleur, la conviction et le cœur qui le caractérisent, il a partagé avec l’auditoire sa riche expérience d’homme politique de terrain.*

En introduction, Bernard Kouchner souligne que les cinq mois et demi passés avec les militaires français au Kosovo ont constitué une période particulièrement riche de son existence. Puis, faisant référence à la différence que font les armées entre les opérations de haute et basse intensité, il affirme, un brin provocateur, que les opérations militaires ou civilo-militaires sont toujours de haute intensité. Il en veut pour preuve toute l’ambiguïté de la classification des opérations en rétablissement, maintien ou imposition de la paix : cette terminologie recouvre bien la notion d’emploi de la force pour faire face à la violence.

Il articulera son propos autour de huit leçons, non pas des leçons qu’il entend donner à l’auditoire, mais bien les leçons qu’il a retirées de ses années expériences et qu’il souhaite faire partager.

**Leçon 1 :**

**La réussite repose sur une collaboration étroite entre politique et militaire**.

Le schéma traditionnel qui veut que le militaire ne soit qu’un instrument fait pour exécuter les décisions du pouvoir civil est dépassé. L’efficacité passe par une concertation étroite et la recherche, dans la mesure du possible d’une solution établie en commun. Le politique conserve la direction générale de l’opération mais n’arbitre qu’en dernier ressort.

Ainsi, au Kosovo, des réunions quotidiennes de concertation avaient lieu entre l’administration de l’UNMIK et la force militaire de l’OTAN. Les décisions étaient prises en concertation entre le représentant de l’ONU (lui-même) et le commandant de la KFOR.

**Leçon 2 :**

**Il faut tenir compte des enseignements généraux retirés du passé**.

En effet, il existe des constantes dans les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix ; certaines leçons ont un caractère universel et la culture du maintien de la paix prime très souvent sur l’expertise de la zone. Les militaires ont une culture du maintien de la paix supérieure à celle des administrations civiles et sans doute une meilleure préparation que les civils de l’ONU avant d’être déployés sur un théâtre. En revanche, l’orateur déplore que la France ne possède pas de « think tanks » à l’instar de ceux qui existent aux Etats-Unis.

De façon générale, la guerre est plus facile à gagner que la paix et les périodes post-crise sont très délicates à gérer. Les premières mesures prises durant la phase de « nation building » apparaissent essentielles.

Ainsi, désarmer une armée (ou des milices) et cesser de payer ses membres constitue une erreur grossière, voire une faute lourde de conséquences. Les difficultés américaines dans ce domaine en Irak, le montre clairement. Bien que perfectible, l’action menée au Kosovo avec la transformation de l’UCK en KPC[[3]](#footnote-3) peut servir de référence.

**Leçon 3 :**

**Nous ne sommes pas chez nous et nous ne choisissons pas nos interlocuteurs**.

Les habitants de la zone d’opération ne sont pas comme nous, mais restent nos hôtes et sont chez eux. Il faut tenir compte de leurs us et coutumes. Il faut impérativement discuter avec toutes les parties, y compris les ennemis d’hier. La construction de la paix passe par un dialogue sans exclusive. Il faut comprendre que la démocratie ne s’impose pas mais se propose.

On construit la paix avec son pire ennemi pas avec ses amis ! Il faut donc parler avec tout le monde. Il est indispensable d’amener à se rencontrer des gens qui se combattent depuis plusieurs générations. La recherche du consensus doit donc être permanente.

**Leçon 4 :**

**Le calendrier de sortie de crise doit rester très souple**.

La période qui suit le conflit ne doit pas voir le rythme d’activité imposé par l’extérieur sous prétexte que la situation semble stabilisée. La reconstruction s’accommode mal d’un calendrier contraint. Elle s’obtient rarement en moins de deux générations.

Il ne faut jamais trop promettre, mais privilégier un calendrier élastique en retrait de ce que l’on est capable de tenir. La recherche du succès à tout prix est dangereuse; la formule “*no success will go unpunished* “ était utilisée au Kosovo pour dénoncer ce travers. Il faut être pessimiste en permanence, faire preuve de patience et s’inscrire dans la durée en terme d’effectifs, de mission et de budget (20 ans de présence au Liban).

**Leçon 5 :**

**On ne peut pas et on ne doit pas choisir ses collaborateurs**

Les organisations civiles engagées dans ces opérations sont internationales. Les responsables locaux de ces administrations ne choisissent pas leurs collaborateurs en raison de l’équilibre à trouver entre les nations. S’entourer d’une équipe dirigeante dont tous les membres sont choisis génère une défiance importante tant de la part de ses subordonnés que de l’ONU et des différents pays qui participent à l’opération. Cela concerne également les forces armées : au Kosovo, la KFOR comportait 27 nationalités ayant chacune ses règles d’engagement propres, ce qui compliquait la tâche sur le terrain. Le soutien de la communauté internationale est indispensable, il faut accepter d’en payer le prix.

**Leçon 6** :

**Il ne faut pas négliger l’approche régionale**.

S’il existe des constantes dans les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, il ne faut pas se priver pour autant de l’expertise de théâtre. L’expérience bosniaque a servi au Kosovo, l’expérience du Kosovo pour la Macédoine. Il ne faut donc pas négliger l’apport des spécialistes régionaux qui permet de bien prendre en compte le poids du passé, les différents problèmes historique, culturel, sociaux …

**Leçon 7** :

**Toutes les nations n’ont pas les mêmes capacités**.

En Haïti, l’opération franco-américaine initiale a été une réussite et le sentiment que la présence étrangère est utile pour la sécurité prévalait dans les populations. Mais certains pays qui ont pris la relève et qui n’ont pas l’expérience et la culture du maintien de la paix ont montré les limites de leurs possibilités d’engagement dans ce type de conflit.

De même au Kosovo, les brigades avaient des approches différentes de la situation et en fin de compte ne se valaient pas entre elles. C’est pour cela que les chaînes de commandement doivent être solides. L’orateur note que les Français, les Britanniques, les Belges et les Italiens ont une expérience irremplaçable dans la conduite des opérations de maintien de la paix. En revanche, cela n’est pas encore dans la culture américaine. En terme de compétence en opération de maintien de la paix, la France est à l’avant garde de la communauté internationale.

**Leçon 8 :**

**La coopération entre organismes civils et militaires est essentielle**.

La qualité de la relation entre le politique et la force militaire ne suffit pas. La coopération doit être étendue à toutes les administrations, agences ou organisations.

Au Kosovo, une réunion hebdomadaire se tenait chez les militaires durant au moins une heure pour un point de situation et des prises de décisions après concertation. Aux côtés des militaires travaillaient des représentants de l’UE, de l’OSCE, de l’UNHCR et de l’administration de l’ONU. Cela concernait également les relations avec les médias et en particulier les conférences de presse. Chaque acteur a donc son rôle à jouer en complément de celui des autres. Si la relation civilo-militaire n’est pas bonne il est inutile de se lancer dans des opérations de maintien de la paix.

Pour conclure, Bernard KOUCHNER a rappelé qu’il fallait savoir rester modeste, ne pas travailler pour arracher un succès qui serait artificiel et encore moins attendre une quelconque marque de reconnaissance :

**“*no success will go unpunished*“.**

# L’ORYX ET LE FAUCON NOIR

# C:\Mes documents\MODELES\Logos\Insign CESAT .jpg

# *par le Lieutenant-Colonel GOYA*

En 1991, après l’effondrement de son Etat, la Somalie basculait dans l’anarchie avec toutes les conséquences économiques que cela implique pour une population déjà misérable. L’année suivante, devant l’impossibilité pour les organisations humanitaires d’assurer un ravitaillement en vivres avec un minimum de sécurité, les Nations Unies organisaient une première opération militaire. Encouragées par son succès, elles décidaient, en mars 1993, d’aller plus loin en désarmant les seigneurs de la guerre et en premier lieu le plus dangereux d’entre eux, Mohamed Farah Aïdid. Plusieurs opérations sont lancées en plein cœur de Mogadiscio contre son organisation, l’Alliance nationale somalienne. La dernière d’entre elles, réalisée le 13 octobre 1993, s’est révélée être un échec, bien connu grâce au livre de Marc Bowden, *Black Hawk Down* (« La chute du faucon noir ») et au film du même nom. Ce que l’on sait moins, c’est que quelques mois auparavant, en juin, les Français de l’opération Oryx[[4]](#footnote-4) avaient effectué, avec succès cette fois, une action similaire dans la même zone et face aux mêmes adversaires. Ce phénomène étant historiquement rare, il peut être intéressant, en excluant tout esprit cocardier, de comparer les deux opérations.

**L’échec de la Task Force Ranger**

Le 3 octobre 1993, un informateur somalien avertit la CIA qu’une réunion des membres éminents de l’Alliance nationale va avoir lieu vers 15 heures à l’hôtel Olympic dans le quartier de Bakara. Les Américains, indépendamment de l’ONU, décident d’y engager la *Task Force Ranger*, spécialement formée pour traquer Aïded, avec des Rangers, des commandos *Delta Force* et des hélicoptères des forces spéciales (*Task Force 160*)[[5]](#footnote-5). Le mode d’action retenu est simple et reprend à l’identique ce qui a été fait au cours de six raids précédents. Soixante-quinze Rangers portés par quatre MH-60 *Blackhawk* doivent boucler la zone après être descendus par cordes (méthode dite de *fast-rope*). Simultanément, une vingtaine de *Delta Force* déposés par hélicoptères légers AH-6 *Littlebirds* doivent s’emparer des lieutenants d’Aïded. La capture effectuée, un convoi de douze véhicules *Humvee[[6]](#footnote-6)* et camions est chargé de venir récupérer tout le monde et de les ramener à la base, située sur l’aéroport. L’ensemble de la zone d’action est survolé par des hélicoptères en appui.

A 16 heures, vingt minutes seulement après le début de l’action, vingt-quatre hommes ont été capturés et le convoi automobile arrive sur la zone. Tout semble donc se dérouler au mieux, hormis un stick de Rangers qui a été déposé au mauvais endroit et dont un des hommes s’est grièvement blessé en chutant de sa corde. Trois véhicules sont détachés du convoi pour lui porter secours. Au moment où ils veulent rejoindre la position Olympic, la situation bascule. Un déluge de feu et de roquettes antichars RPG-7[[7]](#footnote-7) s’abat sur le convoi principal. Deux véhicules sont détruits et plusieurs hommes touchés. La confusion est totale. A 16 h 20, le *Blackhawk* Super 61, en orbite au-dessus de la zone d’action, est atteint à son tour. Il s’écrase trois pâtés de maisons plus loin. Deux hommes sont tués et cinq autres blessés, dont le chef de bord, Cliff Wolcott, qui est encastré dans sa machine. Pour les secourir, une section de Rangers se fraye difficilement un passage depuis l’hôtel Olympic, tandis qu’une équipe de sauvetage est déposée par *fast-rope* sur la zone du crash. Tous se retrouvent rapidement encerclés par une foule où se mélangent femmes, enfants et miliciens armés. Autour de cette épave, les Américains ont, en moyenne, un blessé toutes les cinq minutes. Un deuxième hélicoptère a été touché dans cette mission de secours mais il parvient à revenir à l’aéroport. Le général Garrison, commandant la *Task Force Ranger*, tente de secourir le périmètre de Super 61 avec le convoi automobile d’Olympic. Celui-ci, soumis à un feu permanent, est guidé par un avion de contrôle qui filme la zone d’action et sert de relais entre le convoi et le centre opérationnel. Il s’ensuit des décalages dans le guidage qui engendre des confusions. Bien que la distance soit faible, le convoi se perd dans le labyrinthe des ruelles. Un conducteur est décapité par l’explosion d’une roquette. Au bout d’une heure, le général Garrison renonce et ordonne au convoi, de se replier sur la base avec les prisonniers et les blessés qu’il peut porter. Au même moment, à 16 h 40, un troisième hélicoptère (Super 64 ) est touché. Il va s’écraser un peu plus loin en cherchant à rejoindre l’aéroport, créant ainsi un troisième point à secourir alors que la seule équipe de sauvetage prévue a été engagée auprès de Super 61.

Un nouveau convoi est formé sur l’aéroport avec une partie du premier et des renforts du 2ème bataillon de la 10ème division (américaine) de montagne, élément de la *Quick Reaction Force* de l’ONU. Cette force, qui comprend vingt-deux véhicules légers, démarre à 17 h 45. A peine quelques minutes plus tard, elle est stoppée dans une nasse de feux et malgré une débauche de tirs[[8]](#footnote-8), les fantassins américains ne peuvent progresser. Le convoi doit alors se replier dans des conditions difficiles. Il ne rejoint la base qu’après 19 heures. Entre temps, constatant la vulnérabilité de Super 64, deux tireurs d’élite de la *Delta Force*, en observation depuis leur MH-60, ont demandé à être déposés près de la carcasse. Ils espèrent tenir jusqu’à l’arrivée des renforts. Dès que leur appareil reprend de l’altitude, il est frappé à son tour et se « *crashe* » juste avant d’atteindre la base. Le convoi n’ayant pu franchir les barrages de feu, les deux tireurs d’élite luttent jusqu’à épuisement de leurs munitions puis sont submergés et tués[[9]](#footnote-9). Le pilote de Super 64, Michael Durrant, est capturé. Lorsque la nuit tombe, il reste encore plus de quatre vingt dix hommes immobilisés autour de l’objectif initial et de l’épave de Super 61. Equipés pour une opération de jour ne dépassant pas une heure, ils ne disposent que de peu d’appareils de vision nocturne, souffrent de la soif et commencent à manquer de munitions.

La seule solution est alors un raid blindé, mais seuls les Casques bleus pakistanais et malaisiens en possèdent. Les Américains sont donc obligés de demander de l’aide au commandement des Nations Unies mais pour réunir les blindés dispersés sur différents points et monter une opération cohérente dans l’imbroglio des différentes chaînes de commandement, il faut près de cinq heures. Ce n’est finalement qu’à 23 heures que s’élance la colonne de soixante-dix véhicules, dont quatre chars T-55 pakistanais et des véhicules blindés de transport d’infanterie malaisiens *Condor* (mais qui portent des fantassins américains). La progression est difficile et il faut encore trois heures de combat méthodique pour rejoindre les périmètres de sécurité. Deux véhicules *Condor*, égarés, ont été détruits dans cette action et il a fallu monter une opération secondaire pour les secourir. Dégager Cliff Wolcott de son hélicoptère et récupérer tous les personnels dispersés prend encore plusieurs heures et ce n’est finalement qu’au lever du jour que les derniers Rangers rejoignent une zone sûre, à pied derrière des blindés trop chargés pour les embarquer.

Le bilan est lourd, dix-neuf soldats américains et un malaisien sont morts, quatre-vingt Américains, sept Malaisiens et deux Pakistanais ont été blessés. Un pilote a été capturé et le soir même tous les journaux télévisés du monde diffusent les images des cadavres des soldats tués près de Super 64 traînés par la foule dans les rues de Mogadiscio. Deux hélicoptères ont été détruits et quatre autres sévèrement endommagés. Devant cet énorme échec médiatique, la réussite de la mission[[10]](#footnote-10) et les centaines de miliciens abattus (et tout autant de civils) ne pèsent pas lourds.

**L’intervention du groupement Saqui de Sannes**

L’opération française prend place dans le contexte très tendu de juin 1993. Le 5 juin, à proximité de la station de Radio Mogadiscio, un contingent pakistanais a perdu vingt-quatre morts et l’ONU a demandé des renforts aux contingents français et marocains. Le 9 juin, les troupes françaises de l’opération Oryx forment un détachement sous les ordres du colonel de Saqui de Sannes, chef de corps du 5ème Régiment Interarmes d’Outre-Mer (RIAOM). Outre une petite cellule de commandement (deux véhicules légers P4, un véhicule de transmission et un véhicule de l’avant blindé (VAB) avec un groupe de combat), le détachement comprend deux sections d’infanterie sur VLRA (véhicule léger de reconnaissance et d’appui), deux sections d’infanterie sur VAB, un peloton de trois ERC 90 Sagaie (Engin à roues Canon de 90mm) et une section logistique. L’ensemble représente environ 200 hommes et 50 véhicules. La plupart des hommes sont des « marsouins » (fantassins de marine), soldats professionnels en provenance de Djibouti. Les deux sections sur VAB et le groupe de protection sont formés avec des appelés « volontaires service long »du 9ème Régiment de chasseurs parachutistes (RCP) ou du 17ème Régiment de génie parachutiste (RGP). Le 17 juin, le groupement sera renforcé par un détachement d’hélicoptères (deux Puma dont un avec canon de 20 mm, deux gazelles antichars et une gazelle non armée).

Dans la semaine du 10 au 16 juin, le groupement est engagé dans de multiples actions d’escorte et d’investigation. Le 16, il reçoit l’ordre de se placer en couverture le long de l’avenue du 21 octobre, à l’est des quartiers tenus par le général Aïded et qu’investissent les contingents marocains et pakistanais dans la matinée du 17. Leur action prend rapidement une tournure catastrophique. Le contingent pakistanais est stoppé et un de ses officiers est tué. Le bataillon marocain de son coté est englué dans une foule. Les officiers interviennent pour parlementer. Ils sont ainsi clairement identifiés par des *snipers* placés dans les bâtiments alentours et immédiatement abattus lorsque les civils s’écartent. En quelques minutes, le bataillon déplore cinq morts dont son chef et trente-cinq blessés dont le commandant en second.

A l’écoute du réseau radio marocain, les Français prennent conscience de l’aggravation de la situation et se préparent à agir. Des tirs commencent à claquer dans leur direction, en provenance de deux grands bâtiments proches : la manufacture de tabac et surtout l’académie militaire. Les tireurs sont repérés mais ils utilisent des femmes comme écrans mobiles devant les fenêtres. Le colonel de Saqui ne veut pas engager ses sections dans la conquête de ces bâtiments alors qu’elles sont susceptibles d’intervenir à tout moment. Il ordonne donc aux ERC de mitrailler les façades en signe de détermination et ordonne aux sections de « contre-sniper » avec leurs propres tireurs d’élite. Le rôle de ces douze hommes sera déterminant pendant toute la journée pour éliminer les miliciens sans toucher la population civile. L’un d’entre eux, après avoir abattu un *sniper*, a réussi à détruire ensuite son arme alors qu’une femme venait la récupérer. Pour le colonel de Saqui, ce n’est pas seulement une question d’éthique mais aussi un moyen de préserver l’avenir en ne suscitant pas la haine de la population. Les Français gagnent ce premier duel et la menace est, provisoirement, écartée.

A 8 h 30, le groupement reçoit l’ordre de dégager le contingent marocain. Deux voies sont possibles, l’itinéraire sud est large et donc rapide mais il suppose de traverser la zone tenue par des Pakistanais rendus très nerveux par les événements récents puis de se mêler au contingent marocain. Le colonel décide de passer par le nord, axe plus difficile mais qui permet d’atteindre un terre-plein d’où il sera possible d’appuyer le repli des Marocains. Le groupement est partagé en trois éléments. Le colonel ira sur le terre plein avec le peloton ERC (lieutenant Carpentier), une section sur VAB (lieutenant Nivlet) et son groupe de protection (adjudant-chef Boulin), également sur VAB. Son adjoint, le commandant Bonnemaison, tiendra le carrefour au nord de sa position avec une section sur VAB (sergent-chef Martinez) et une section sur VLRA (capitaine Delabbey). La dernière section (adjudant-chef Grand) protégera le carrefour de départ et le soutien logistique, en particulier les deux véhicules sanitaires (capitaine Adani). Elle servira de réserve et de couverture pour le repli en fin de mission.

Les ordres donnés, le groupement déboule « à fond » dans les rues. La surprise est complète et il parvient, malgré quelques accrochages et une volée de roquettes RPG, à atteindre rapidement ses positions. Sur le terre-plein, le premier échelon se place en garde à 360 degrés. Situé en hauteur, il est en bonne position pour appuyer les Marocains, à 150 mètres de là. Les hommes d’Aïded se ressaisissent et reportent tous leurs efforts contre les Français. Des renforts arrivent du quartier de Bakara et les combats montent rapidement en intensité. Un tireur de précision du 9ème RCP abat trois *snipers* en quelques minutes.

**SITUATION**

**DE 08H30 A 13H30**

 **3ème Echelon** **2ème Echelon**

 Avenue 21 octobre 1 **1er Echelon**

 Quartiers Aïded

tabac

Ancien hôpital

Académie militaire

ONUSOM

Hôpital militaire

Le deuxième échelon, sur le carrefour, est encerclé par la foule et pris sous le feu des *snipers*. Un chef de groupe, à l’avant d’un VAB est blessé à la tête puis à la main. L’adjoint de la section, le traîne à l’intérieur du véhicule et parvient à la faire évacuer avant de prendre sa place à la tourelle. La foule se retire brusquement et laisse la place à des « technicals » (*pick-up* 4x4, équipés de mitrailleuse). Quatre roquettes de RPG ratent de peu les VAB. Deux « technicals » sont détruits à la mitrailleuse. La section sur VLRA, plus en arrière a deux blessés, dont un, le caporal-chef Lisch, touché à la tête. L’équipage de l’hélicoptère Puma, réclame avec insistance des objectifs pour son canon de 20 mm. L’adjudant-chef Grand, en troisième échelon, est violemment attaqué à son tour et demande de l’aide. La situation est très sérieuse.

Le colonel de Saqui de Sannes, après quelques hésitations, refuse tout tir de Puma pour éviter un massacre dans la population, mais fait mitrailler les toits environnant le carrefour par le peloton ERC. Le commandant Bonnemaison, de son coté, prend la décision de s’emparer des baraques environnantes et en particulier l’ancien hôpital. Une trentaine de miliciens sont mis hors de combat dans cette action, sans perte française. A partir des positions conquises, les tireurs d’élite français prennent rapidement le contrôle des environs. La situation bascule alors lentement. Les miliciens d’Aïded se mettent à douter et commencent à craindre d’être encerclés à leur tour par une force dont ils surestiment le nombre. Ils se replient vers le nord.

Vers 13 h 30, les Marocains peuvent enfin se dégager et les deux premiers échelons français les remplacent sur leur position. Le commandement de l’ONU en Somalie, reprenant espoir après ce premier succès, ordonne alors aux Français de fouiller l’académie militaire et l’hôpital général dans l’espoir de capturer Aïded. Une compagnie mécanisée italienne vient les appuyer. La fouille des bâtiments se fait sans réelle opposition. De nombreux miliciens blessés sont découverts à l’hôpital ainsi que de nombreuses preuves que ce lieu, sous la protection de la Croix Rouge (à son corps défendant), a servi de base de feu. Les fouilles terminées, le colonel de Saqui ordonne le repli sur la position de l’adjudant-chef Grand puis le retour à la base de l’ONU. Habitués aux rations, les Français ont la surprise de voir l’ordinaire, géré par les Norvégiens, évacué pour leur usage exclusif avec un bon repas chaud.

Tout au long de la journée, les Français n’ont eu déplorer qu’un blessé grave et deux blessés légers. Il est difficile d’estimer les pertes adverses mais elles dépassent certainement la cinquantaine. Les pertes civiles, si elles existent, ne peuvent qu’être minimes.

**Différences d’approche**

Plusieurs différences d’approche entre Français et Américains peuvent expliquer le contraste de résultats des deux opérations. Le 3 octobre, le « décideur » commandait le raid depuis un *Joint Operations Center* (JOC). Il était relié à la zone d’opérations par trois hélicoptères OH-58 équipés de caméras vidéos et de divers moyens de communications *high-tech*. Le problème est que par ce biais il semble n’avoir pas pleinement senti l’ambiance de la zone de combat. Les troupes au sol, de leur coté, attendaient que le général Garrison prennent des décisions. Elles ont donc fait preuve d’une certaine retenue lorsque les premiers combats ont commencé et laissé l’initiative aux Somaliens. L’abondance des moyens de communications, associée à une chaîne de commandement complexe, s’est révélée être un amplificateur de confusion.

Côté français, le « décideur » était présent au milieu des combats. Il avait donc l’appréhension directe de la situation et pouvait réagir immédiatement. De plus, les Américains ont mis l’accent dans les années 1980 sur la planification et la formation de leurs états-majors. En revanche, il n’y a pas eu d’effort particulier pour encourager l’initiative des capitaines, lieutenants et, encore moins, sergents. L’écrasante supériorité des moyens américains, comme pendant la première guerre du Golfe, rendait cela inutile. En revanche, les cadres de contact français habitués aux micro-interventions, où une seule compagnie peut être engagée sur un théâtre lointain, sont beaucoup mieux formés à l’« intelligence de situation ». Outre une bonne expérience de l’Afrique, les cadres français bénéficient de plus d’une bonne connaissance des lieux sur lesquels ils manœuvrent depuis une semaine. Chacun d’eux dispose de cartes et de photographies de la zone. Les hélicoptères les survolent en « anges gardiens » et les renseignent « en temps réel » sur les *snipers*, la présence de civils dans les bâtiments ou les mouvements de foule. Tous les véhicules français disposent de panneaux orange qui les rendent parfaitement visibles depuis le ciel.

On retrouve cette différence de philosophie dans la manière d’appliquer les feux. Les Français tirèrent en tout 3500 munitions légères (5,56 mm et 7,62 mm) et environ 500 12,7 mm. Aucune roquette ou obus explosif n’a été employé. La consommation en munitions des Américains fut plusieurs dizaines de fois supérieures (au moins 120 000 cartouches sans parler de l’emploi massif de roquettes). Abattre un milicien demandait aux Français quelques dizaines de cartouches et plusieurs centaines pour les Américains. En réalité du coté français, les pertes ennemies ont presque toutes été obtenues « à coup sûr », soit par les redoutables fusils de précision FRF2, soit par FAMAS en combat rapproché. Les Américains, de leur côté, ont la culture de la puissance de feu. Le combat et l’entraînement au tir se résument souvent aux choix de cibles sur lesquelles on applique le maximum de feux. Les chefs de section n’ont pas de tireurs d’élite à leur disposition et les accrochages débouchent rapidement sur des déluges de feu. Outre que la *Task Force Ranger* s’est retrouvée assez rapidement à court de munitions, cela a aboutit, dans un contexte où tout le clan, avec femmes et enfants, assiste ou participe au combat, à des pertes civiles considérables. Ces pertes civiles ont finit par détruire la légitimité de l’action autant qu’elles ont entretenu la haine à l’égard des Américains depuis des mois, ce qui explique l’acharnement des Somaliens. De plus, dans un environnement urbain africain fait de pâtés de maisons en terre, les munitions lourdes et les roquettes percent facilement les murs et frappent donc parfois leurs habitants. Quant aux balles légères, elles ont une fâcheuse tendance à rebondir, ce qui accroît les risques de tirs fratricides.

Les Américains, à l’époque, ne sont pas habitués à manœuvrer en ville. Là où les Français ont su s’emparer de points clefs pour dominer la zone, comme l’ancien hôpital, les Américains sont souvent restés dans les rues. Il y étaient d’autant plus vulnérables qu’ils ne disposaient pas de véhicules blindés. L’*US Army* de cette époque, et c’est encore largement le cas aujourd’hui, distingue nettement entre des forces fortement blindées, sur char M1 *Abrams* ou véhicule de combat d’infanterie M2 *Bradley*, et des forces très légères, disposant au mieux de véhicules non-blindés, *Humvee* ou camions. Outre que les énormes *Abrams* et *Bradley* n’auraient pas forcément été adaptés aux rues de Mogadiscio, ils ont surtout été écartés car constituant une signature « agressive » ne correspondant pas au profil bas souhaité par l’administration Clinton[[11]](#footnote-11). La *Task Force Ranger* utilise donc des véhicules qui se révèlent tous vulnérables dès lors que l’action dure. Le groupement français n’est lui-même que partiellement blindé (VAB et ERC) mais cela suffit pour disposer de « sections béliers » pour pénétrer dans une zone et pour résister aux armes légères. En juin, les miliciens ont encore peur des hélicoptères et ne savent pas les affronter. En octobre, ils ont appris comment utiliser leurs roquettes antichars pour les abattre.

Tous ces éléments cumulés font que si Français et Américains bénéficient de la surprise initiale par la vitesse de déplacement, les premiers conservent l’initiative tout au long de la journée alors que les seconds la perdent rapidement. En octobre, la surprise change de camp lorsque le premier hélicoptère s’écrase et les Américains ne sont pas entraînés à cela. Toute leur action tenait à l’invulnérabilité de leur moyen de transport et ils ne disposaient pas de solution de rechange. Le 15 septembre pourtant, un hélicoptère avait été abattu par roquette, sans provoquer de modification dans les modes d’action.

Encore une fois, il ne s’agit pas de prôner une quelconque supériorité intrinsèque française et encore moins de porter un jugement sur la valeur personnelle des combattants. Le seul exemple des deux tireurs d’élite américains se portant volontaires pour porter secours à un équipage d’hélicoptère encerclé par les miliciens suffit à susciter l’admiration pour les hommes de la *TF Ranger*. « Sa Majesté le hasard[[12]](#footnote-12) » a eu également un rôle indéniable dans les deux actions. Constatons simplement que la méconnaissance du milieu humain dans lequel on opère conduit fatalement à des déconvenues et s’il faut retenir un seul aspect du succès d’ORYX, c’est la bonne prise en compte par les intervenants de l’ingéniosité, du courage et des coutumes de leurs adversaires.

***Sources***

• Témoignage du général de division de Saqui de Sannes.

• *Critical analysis on the defeat of task force ranger*, rapport du département recherche du *Air Command and Staff College*.

• « 3 octobre 1993 : combats de rue à Mogadiscio » *in Raids Hors Série n°11 Le combat urbain.*

• « Les combats de Mogadiscio », *in Ancre d’or-Bazeilles n°184*, octobre 1993.

• Marc Bowden, *La chute du faucon noir*, Plon.

• Brian Steed, *Armed Conflict : The Lessons of Modern Warfare*, « Chapter 7 : Battle Analysis : The Battle of Mogadishu », Ballantine Books.

• Yves Debay, *Les Troupes de Marines*, Histoire et Collections.

• *Les Troupes de Marines-Quatre siècles d’histoire*, Lavauzelle.

• www.cdef.defense.gouv.fr/cahiers du retex n°4 : retour d’expérience des combats de Mogadiscio.

• www.troupesdemarine.org/actuel/opérations/somalie

• *La chute du faucon noir,* film de Ridley Scott.



***Opinions libres***

 ***et***

***contributions des stagiaires***

###### PARTENARIAT ENTRE

**LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

**ET LES ENTREPRISES**

*par le Commandant de réserve Patrice LEFORT-LAVAUZELLE[[13]](#footnote-13)*

Dans le cadre de la mise en place d’un partenariat durable entre la Défense et les entreprises (au sens large) la réflexion menée par le Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM) a conduit à l’adoption d’une convention de soutien type à la réserve militaire.

Les entreprises signataires d’une telle convention s’engagent à accorder à leurs salariés appartenant à la réserve opérationnelle des facilités plus grandes que celles prévues par la loi, notamment en termes de durée de période d’activités, de préavis, de disponibilité et de salaire. En contrepartie, ces entreprises peuvent bénéficier de certains avantages, notamment en matière d’information et de formation, de sensibilisation à l’intelligence économique et d’accès à des interlocuteurs privilégiés du ministère.

A ce jour, 27 conventions ont été signées, dont 14 en juin 2005 par le ministre en personne lors d’une réception à l’hôtel de Brienne avec des entreprises aussi diverses que La Poste, Elior, Total, EADS ou Lavauzelle.

Les entreprises signataires se voient attribuer par arrêté le label de « partenaire de la défense ». Le logo correspondant pouvant être utilisé sous certaines conditions dans les documents commerciaux de l’entreprise.

Le ministre de la Défense a décidé la création au sein du CSRM d’un Comité de liaison réserve-entreprises chargé notamment du suivi des conventions et de la mise en place d’un réseau de correspondants régionaux auprès des présidents des conseils économiques et sociaux régionaux. Ces correspondants sont un lien obligé entre l’échelon local et l’administration centrale en matière de convention.

En parallèle, un réseau informel et hors institution rassemble les « correspondants défense » des entreprises signataires d'un partenariat. De plus, un espace communautaire « correspondants défense » a été créé sur le site Internet [www.viaduc.com](http://www.viaduc.com) . Viaduc.com (200.000 inscrits à ce jour) est destiné à l’enrichissement de son réseau dans le domaine professionnel afin d’augmenter les opportunités d’affaires et de développement de carrière.

**Pour en savoir plus :**

[www.defense.gouv.fr/sites/csrm](http://www.defense.gouv.fr/sites/csrm)

**Contact CSRM :**

csrm@cabinet.defense.gouv.fr

01 46 73 77 30 (chargé de mission « partenariat »)

**Contact « correspondants défense » (réseau informel et espace communautaire Viaduc) :**

p.lefort-lavauzelle@lavauzelle.com

**FORMER A L’EMPLOI DES FORCES,**

 **POUR QUOI FAIRE ?**

par le Colonel BEMELMANS, Commandant le CSEM

Un chemin crayeux monte entre deux champs, à cheval sur les deux versants d’un mouvement de terrain arrondi. Au-dessous, à environ 5 ou 600 mètres, un petit village, dont on voit distinctement la place à côté du clocher. A l’horizon lointain, vers le sud et l’ouest, des crêtes boisées, des champs encore. Paysage paisible, champêtre, évocateur de vies simples, laborieuses et sans histoire.

Sur cette place aujourd’hui vide, un homme a pourtant tenu en balance dans son esprit le sort de plusieurs nations. Sa décision a eu des conséquences immenses et tragiques pour des millions d’hommes.

Ce village se nomme Cheméry, cet homme s’appelait Guderian.

Le 14 mai 1940, en début d’après-midi, il décide de se lancer vers l’ouest en risquant le tout pour le tout, convaincu de vaincre, mais en désobéissance formelle aux ordres réitérés qu’il vient de recevoir de s’arrêter et d’attendre.

Cet homme à cet instant est sans doute à l’apogée de son existence. Pour notre malheur, il réalise ce pourquoi il s’est préparé toute sa vie.

Ces faits, si connus et si formidables - au sens fort du terme - présentent-ils un rapport avec notre sujet ?

Ils me paraissent une bonne illustration, à la fois de la nécessité et de la nature de la formation à l’emploi des forces, domaine interarmes par définition.

Rappelons-le, employer des forces c’est déterminer :

* les effets à produire pour résoudre un problème opérationnel,
* l’utilisation - au meilleur rendement - des moyens destinés à atteindre cet objectif. Cela se traduit le plus souvent par un processus collectif et toujours par une prise de décision exprimée en plans ou en ordres. Ce processus est interarmes, il est de plus en plus interarmées.

C’est dans la perspective de la formation des officiers brevetés, particulièrement destinés concevoir les décisions d’emploi, que cet article est rédigé.

Je tenterai donc dans ces quelques lignes d’en tracer successivement les motifs, le contenu et ce que je crois essentiel à la réussite de cet investissement.

\*

\* \*

Pourquoi consacrer tant d’efforts se former à la conduite des opérations en interarmes, alors que la supériorité occidentale peut sembler écrasante ?

En premier lieu parce qu’en dépit de la domination technique, les élongations opérationnelles et logistiques, les hyper-extensions de toute nature obligent à faire des prouesses de rendement et de justesse d’application dans la gestion des forces. Parce que les capacités sont toujours comptées et trop limitées pour les tâches à accomplir.

Ensuite, parce que l’emploi n’est pas un réflexe naturel. Il doit s’acquérir. La tendance normale est en effet de se pencher de préférence sur la mise en œuvre de techniques déjà connues et maîtrisées.

\*

\* \*

Que faut-il faire ?

La situation historique évoquée précédemment illustre parfaitement une formation à l’emploi des forces qui a réussi. Tous les ingrédients sont là :

* la compétence tout d’abord, avec la connaissance par les chefs des capacités des formations sous leurs ordres, de leurs caractéristiques d’emploi,
* l’intelligence avec la compréhension profonde des conditions d’engagement du moment, de ce qui est possible et nécessaire,
* la fidélité au plan : même si l’exemple développé plus haut ne le fait que peu apparaître, la planification antérieure à l’opération a été efficace. Elle a situé les grandes lignes du problème opérationnel posé à l’armée allemande. Elle a dégagé un impératif absolu : éviter l’enlisement, source de découragement et de délais laissés à l’adversaire pour se reprendre. Le plan Manstein a fixé les objectifs, tout en laissant l’initiative et la souplesse nécessaires.
* La discipline intellectuelle, de manière pour le moins paradoxale, puisque Guderian désobéit formellement aux ordres, s’il reste fidèle à l’esprit. Il illustre d’ailleurs parfaitement la conception que le grand Frédéric se faisait de la discipline lorsqu’il disait à l’un de ses officiers : « Toi, je t’ai fait colonel, parce que tu sais quand désobéir ».
* La psychologie, notamment des réactions de l’adversaire, le pari sur le manque de réaction adverse.
* Le sens tactique et opérationnel avec une maîtrise des combinaisons interarmes et interarmées pour tirer tout le rendement de l’outil de combat. La feinte sur Stonne pour nous tromper sur son axe d’effort réel en est un bon exemple.
* Le commandement pour créer l’adhésion, impulser l’élan jusqu’aux plus petits échelons. La formule « la Meuse en trois jours, le quatrième on franchit ! » est répétée à l’envi dans la préparation de l’engagement et tous la connaissent par cœur.
* L’exemple personnel avec la présence du commandant du Corps à l’avant, qui franchit la Meuse sur les talons du commandant de son bataillon de tête ou sur le pont de Gaulier quand les attaques aériennes alliées se multiplient.
* Enfin, surtout peut-être, une formation continue dans la carrière : plus de vingt ans auparavant, le même officier, jeune commandant, effectuait une reconnaissance d’état-major dans la région en envisageant les caractéristiques et les possibilités d’engagement offertes par le terrain. Depuis, il n’a cessé d’évoluer et de se préparer.

De façon plus schématique, il importe aujourd’hui comme hier :

* de développer les connaissances concrètes des moyens, des unités d’emploi et de leurs effets quantifiés,
* de travailler la tactique, la manœuvre, la perception de l’efficacité de la combinaison coordonnée des effets,
* d’apprendre et de pratiquer les méthodes de résolution de problème opérationnel en évitant les péchés intellectuels les plus courants (pari sur l’ennemi, simplification du contexte, occultation de facteurs connus, précision excessive des plans),
* de savoir manier les outils de commandement que sont les états-majors,
* enfin, de posséder un niveau de culture tactique et opérationnelle élevé, nourri de réflexion, de lectures, de débats et d’expérience.

\*

\* \*

Notre système de formation donne de bons résultats, constatés en opérations. Il comporte cependant des lacunes, que je ne souhaite pas développer ici.

Malgré tout, la clef de la réussite ne se trouve sans doute pas seulement dans l’articulation du dispositif d’enseignement. Il convient surtout de créer une « pente », ainsi que le disait Saint Exupéry. C’est à dire donner le goût de la victoire et l’envie de se former à l’emploi des forces.

Alors viendra la réflexion, la culture historique et tactique, le travail concret, la pratique par l’exercice. S’il est un effet majeur à rechercher dans ce domaine, c’est de susciter et d’entretenir la réflexion, l’échange d’idées et d’expériences.

\*

\* \*

Au-delà des contingences temporelles, sachant que le contexte n’a plus grand chose à voir, le procédé du « staff ride » ou reconnaissance d’état-major, est aussi un des moyens de former à l’emploi interarmes. L’évocation placée en introduction est tirée d’un des points de station situé en fin du « staff ride » du Cours supérieur d’état-major en 2004.

Par-dessus tout, il me semble important de se persuader du caractère central de cet apprentissage de chef. L’aptitude à employer les forces est un facteur de supériorité considérable sur tout adversaire qui manquerait de « vision du jeu ». Elle est une fonction de commandement au sens le plus haut et le plus noble du terme.

Tâches toutes d’exécution pour lesquelles de hauts potentiels n’ont besoin de consacrer ni beaucoup de temps ni trop d’efforts, diront certains.

L’histoire et le témoignage concordant de ceux qui l’ont faite démentent formellement cette idée simpliste.

**LES NOUVELLES MISSIONS**

**DE L'ARMÉE DE TERRE**

**ET LEURS IMPACTS SUR**

**L'ENTRAINEMENT TACTIQUE**

**

*par le Major i.G. Harald Wegener,*

*de la 118° Promotion du CSEM*

Pour les armées européennes, l'environnement sécuritaire a considérablement changé au cours des quinze dernières années. Des armées de défense censées savoir combattre pour ne pas devoir combattre sont devenues des armées modernes dont les missions se font à l’échelle planétaire et dont l'emploi est beaucoup plus probable qu'autrefois. Les États ouest-européens avec leurs forces armées s'engagent, depuis des années, dans des missions de paix d'une intensité plutôt faible, si l'on fait exception des opérations au début de l'engagement au Kosovo en mai 1999, de certaines parties de l'opération ENDURING FREEDOM et, bien entendu, du cas particulier que constitue l'opération IRAQI FREEDOM. Si l'emploi des forces armées est redevenu probable, voire normal, les conditions d'engagement ont cependant changé par rapport aux principes longtemps valables pour l'entraînement tactique. Encore aujourd'hui, la formation opérationnelle et tactique s'oriente vers des scénarios de guerre classique de haute intensité d'engagement, avec un adversaire clairement défini qui respecte les mêmes règles fondamentales de conduite de la guerre que les forces amies. La guerre, dans ce contexte, sous-tend un conflit violent dans les limites imposées par le droit international humanitaire avec toutes les conséquences que cela implique pour les États belligérants (conséquences d'ordre politique, économique, social). Pour faire face à ce genre de conflit, les forces armées, et notamment leurs cadres, se sont préparés (à juste titre) dans leur formation tactique à conduire la bataille, le combat massif au contact direct de l'adversaire. Des manœuvres et des exercices étaient destinés à mettre en évidence si cette formation, dans le cas d'un possible engagement, conduirait aux résultats souhaités.

L'environnement politique et militaire a pourtant changé de façon fondamentale. Les sociétés modernes ne sont plus prêtes à accepter les conséquences politiques, économiques et sociales d'une guerre massive entraînant de lourdes pertes humaines, un coût économique exorbitant et des dégâts énormes sur l'infrastructure. Les guerres de conquête sont devenues obsolètes dans ces sociétés. La possibilité dont dispose chaque citoyen intéressé de suivre en direct à la télévision la conduite de l'opération et ses conséquences pour l'homme et l'environnement est à l'origine d'une sensibilisation très nette face aux objectifs tactiques envisagés et à la mise en œuvre des forces armées. Ceci a inévitablement des retombées sur la conduite des « guerres modernes ». Ainsi, le mot « guerre » a été banni du vocabulaire courant des militaires. Aujourd'hui, on parle de missions ou d'opérations, de stabilisation d'un environnement peu sûr, d'endiguement d'un conflit ou peut-être encore d'actions coercitives.

Cette profonde transformation ne peut pas rester sans effet sur l'instruction tactique. Toutefois, force est de constater que cette dernière, telle qu'elle était jusqu'à présent, gardera son importance pour deux raisons. Primo, il existe une multitude de principes tactiques qui ne cessent d’être actuels même dans le nouvel éventail de missions, soit sous une forme inchangée, soit légèrement adaptés. Ceci est valable pour la protection de la force et celle du combattant, pour les principes de la reconnaissance tactique ou pour l'évaluation de la situation tactique avec la décision qui en découle. Secundo, et cela me paraît nettement plus important, avec les missions d'aujourd'hui, les forces armées, et notamment les forces terrestres, se retrouvent souvent face à des situations qui nécessitent, dans un premier temps, l'application des principes tactiques classiques, mais où d'un moment à l'autre le chef militaire est amené à « switcher » vers des principes de désescalade, d'aide humanitaire ou de tactique policière. Il n'est pas à exclure que le lendemain, la situation générale de l'opération s'étant à nouveau déstabilisée, le même militaire devra à nouveau revenir à la « tactique classique ». Intervenir dans les scénarios actuels exige du commandant tactique sur place une évaluation de la situation tactique en l'espace de quelques secondes, de façon à pouvoir anticiper les conséquences de ses actions, y compris sous l'aspect de leur acceptabilité et de leur proportionnalité. Ceci l'oblige à prendre en considération les différents intérêts, et du coup l’oblige à assumer des fonctions qui jusqu’alors étaient réalisées par les forces de police. La responsabilité qu'il porte pour ses actions est donc beaucoup plus élevée. Le degré de responsabilité demande qu'il soit sûr de ses choix et intentions, capacité qui peut être développée grâce à une préparation et une formation ciblées. La transformation du combattant en « miles protector » doit donc, le plus rapidement possible, se refléter également dans l'instruction tactique. Par conséquent, la distinction entre des situations tactiques présentant des scénarios dits de « haute intensité » et des missions de stabilisation d'une intensité plutôt basse n'est donc plus conseillée que tout au plus pour la formation de base. Les situations tactiques modernes devraient en effet refléter tout le spectre de scénarios d'engagement actuels. Il est plus difficile de répondre à cette exigence qu'il n'y peut paraître au premier regard. Comment présente-t-on, au niveau tactique, le désengagement de deux ou plusieurs belligérants au cas où ceux-ci auraient été combattus auparavant, dans un scénario de haute intensité, par les forces amies ? Comment présente-t-on notamment la transition d'actions offensives classiques vers des opérations de stabilisation modernes ? Comment peut-on développer et transmettre des principes qui donnent aux chefs militaires concernés la certitude d'engager les bonnes actions, de prendre les bonnes décisions ? Comment faut-il préparer un commandant de force sur le plan tactique afin qu'il soit en mesure de combattre des rebelles si, en même temps, il lui faut, avec les mêmes forces, fournir de l'aide humanitaire ? De quelle façon un chef de corps sera-t-il préparé pour faire face à un scénario de type « Mitrovica », qui demande en premier lieu des capacités tactiques policières, et où une action en force aurait probablement abouti à court terme à une victoire tactique, tout en entraînant, à long terme, des conséquences plutôt désastreuses d’un point de vue stratégique ?

L'opération IRAQI FREEDOM, elle aussi, met en évidence ce défaut de l'instruction tactique. Celle-ci devra donc désormais combiner ces options qui, jusqu'à présent, ont toujours été considérées séparément l'une de l'autre. De nos jours, ce n'est justement pas au moment où les zones clés ou bien les objectifs visés sont pris que la formation tactique se termine. Il faudra de plus savoir assurer le soutien militaire pour le rapatriement des réfugiés, créer un environnement sûr pour un nouveau gouvernement ou encore protéger des minorités ethniques par des moyens militaires. Ceci dit, il faut souligner encore une fois qu'il n'est pas question de considérer les principes classiques de l'art tactique comme obsolètes. En gardent toujours les principes fondamentaux de l’art tactique, il faut dans le cadre de la professionnalisation continuer à les enseigner en les complétant et les adaptant là où c'est nécessaire. Seul un chef militaire qui aura reçu une formation adaptée à tous les niveaux tactiques afin d'assumer le double rôle de combattant et de soldat de la paix, pourra mettre en pratique cette démarche extrêmement difficile, devenant ainsi un « combattant de la paix ».

**LES OPÉRATIONS DE DÉSARMEMENT,**

**DÉMOBILISATION ET RÉINSERTION :**

**L’Enseignement DU SWEDISH**

# C:\Mes documents\MODELES\Logos\Insign CESAT .jpgNATIONAL DEFENCE COLLEGE

par le Capitaine de réserve Thomas FLICHY (ORSEM),

Agrégé de l’Université

Pour la cinquième année consécutive le SNDC (Swedish National Defense College) a proposé à l’ESORSEM une place au stage sur les opérations de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) qui a été honorée par l’auteur de l’article.

Ce stage, qui s’est déroulé à Stockholm du 12 au 24 septembre 2005 était placé sous la houlette des Nations-Unies. Il rassemble diplomates, représentants des Nations-Unies en poste à New-York ou à Genève, membres d'organisations non gouvernementales, hauts fonctionnaires, officiers généraux… La formation est dispensée par des spécialistes des opérations de DDR possédant une longue expérience du terrain. Il s’agit par exemple du représentant de l’UNDC[[14]](#footnote-14) actuellement en poste en Ouganda ou bien d’un officier canadien chargé par une compagnie pétrolière d’assurer la sécurité de ses installations au Nicaragua.

**Le désarmement, processus fragile mais nécessaire**

La multiplication des conflits dans le monde depuis le début des années 1960 a rendu urgente la mise en place de missions de désarmement. Il faut être bien conscient que les opérations de DDR sont un processus extrêmement fragile. En effet, leur succès réel est étroitement lié à la fois au développement économique du pays et à la volonté politique des dirigeants. Au Libéria, le désarmement a échoué par manque de volonté politique. Au Nicaragua, à l’inverse, le gouvernement a accompagné le processus en distribuant des terres aux ex-combattants, ce qui fut une garantie de succès. Il importe également de mettre l’accent sur le rôle crucial de la maîtrise de l’information. Les rumeurs se diffusent très vite même en Afrique où le téléphone portable compense depuis longtemps l’absence d’infrastructures téléphoniques fiables. Des moyens très variés sont utilisés par les acteurs des opérations de DDR pour diffuser l’information : spectacle de clowns, radio, voire T-shirts. Attention par conséquent à l’égalité de traitement des combattants, ainsi qu’aux promesses non tenues... leurs effets sont toujours dévastateurs. D’autre part, les opérations de désarmement doivent prendre en compte la culture locale. En Amérique du Sud, il était parfois inenvisageable de faire rendre les armes en public à certaines tribus. De façon générale, il conviendra de ne pas séparer désarmement, démobilisation et réintégration. Cette dernière devra être budgétisée dès le départ. Dans ce cadre, les militaires impliqués dans les opérations de désarmement ne doivent pas oublier que les ONG sont dépendantes des donateurs. Ceux-ci peuvent décider de cibler leur aide sur une catégorie particulière de combattants au détriment des autres (par exemple, décider de n’aider que les enfants soldats).

**Les faux-semblants de la démobilisation.**

Les opérations de DDR se restreignent juridiquement aux armes légères (de calibre inférieur à 100 mm). Mais le but véritable du désarmement n’est pas de collecter et de détruire des armes. La plupart du temps, les armes collectées sont pratiquement hors d’état de servir et on compte statistiquement 4 armes en réserve pour une arme détruite. Le véritable but du désarmement est donc d’instaurer la confiance dans un processus de paix. Il faudra cependant faire extrêmement attention aux sites où les armes sont rassemblées : ils constituent des cibles idéales pour la guérilla.

Lorsque les combattants rendent les armes il faut leur donner quelque chose en échange. Faut-il leur donner au départ ou à l’arrivée ? S’agira-t’il d’argent ou de nourriture voire de formation ?

Une fois désarmés, les ex-combattants sont regroupés dans des camps. Leur taille est souvent un sujet de débat entre les autorités et les rebelles. Ces derniers préfèrent les camps les plus grands possibles. A l’intérieur du camp, l’alimentation est un facteur très important. Il faudra faire attention à la nourriture à laquelle les combattants ont été habitués, prévoir des mesures de sécurité pour les distributions de nourriture, veiller à déminer les routes qui en permettent l’acheminement. A l’intérieur du camp, les enfants et les femmes enrôlées de force (*bush wives*) seront placés à part. La plupart des enfants sont drogués (par mélange de cocaïne et de poudre de munition selon un témoignage africain récent). Il faudra également veiller à mieux nourrir les blessés.

L’ONU dispose aujourd’hui d’un nouveau logiciel de collecte de données permettant de répertorier les combattants.

Un dernier problème doit être mentionné : à la fermeture du camp, il n’y a jamais assez de transport pour véhiculer les combattants chez eux.

**Les enjeux de la réinsertion.**

Si les opérations de désarmement et de démobilisation sont relativement simples et planifiables, celles de réinsertion sont beaucoup plus difficiles. En effet, ce sont les communautés elles-mêmes qui intègrent les anciens combattants. Il s’agit par conséquent ici uniquement d’accompagner un processus qui peut durer des années voire des générations. L’intégration revêt en réalité une double dimension.

Il s’agit en premier lieu d’un processus psychologique et social : les ex-combattants doivent être accueillis par leur communauté d’origine. Dans un village du Libéria, la communauté se proposait récemment, au retour des combattants de les rassembler sur la piste de l’aéroport pour les brûler vifs. L’intégration est d’autant plus difficile que la démobilisation s’accompagne généralement d’une flambée de violence. On pourra néanmoins avoir recours aux thérapeutes locaux, aux cérémonies de réintégration (*cleansing rituals*), aux Eglises afin d’absoudre les combattants et éviter qu’ils ne soient massacrés à leur retour.

La deuxième dimension de la réinsertion est économique. On veillera à identifier les besoins du marché avant de fournir des formations. Des microcrédits peuvent être mis en place par certaines ONG. Au Sierra Leone, une expérience réussie de réinsertion a été effectuée : 500 paysans se sont associés et ont financé la construction d’une grosse boulangerie. Celle-ci emploie 5 personnes mais rémunère 495 petits actionnaires éleveurs de bétail. Les dividendes sont versés sur des comptes en ville. En période de sécheresse, les éleveurs peuvent se réfugier en ville et vivre des dividendes ainsi accumulés. En tout état de cause, il est important d’impliquer les combattants dans la reconstruction.

Il reste cependant difficile d’évaluer le succès de la réinsertion dans la mesure où les combattants changent souvent de pays pour aller se battre ailleurs...

**Pour conclure**, le stage dispensé par le Swedish National College of Defence est de très grande qualité. Il présente l’avantage de dispenser une formation très professionnelle et concrète ne masquant pas l’extrême difficulté des opérations de DDR mais insistant sur leur utilité au travers des réalisations positives effectuées.

Cette formation constitue une remarquable introduction pour des cadres civils ou militaires destinés à être acteurs dans un processus civilo-militaire de désarmement.



***Lectures***

###### ON A AIMÉ



* **« Introduction à la stratégie »** duGénéral André BEAUFRE – Edition 1963

Dans son court ouvrage, le général Beaufre décrit la stratégie de manière très pédagogique. Selon lui, de nombreux penseurs militaires ont tenté d'appréhender la guerre à travers des règles qui supportent mal l'épreuve du temps. Beaufre met en garde contre cette tentation et recommande l’usage de la stratégie, basée sur l'intelligence de situation.

Au-delà de cet examen fouillé de la stratégie incontournable pour un futur chef, Beaufre ne laisse pas indifférent. Il rassure autant qu'il porte à s'interroger. Tout d’abord, ce livre confirme la pertinence de la méthode de décision opérationnelle actuelle déclinée dans un cadre d’ordre qui reflète bien l’affrontement de deux volontés. L’intention, exprimée par le « je veux » du paragraphe exécution d’un ordre, répond clairement à l’objectif de l’ennemi. Ainsi, l’ordre utilisé actuellement est bien l’expression de la stratégie si chère à Beaufre. L’auteur sollicite autant le lecteur qu’il ne le rassure. En effet, Beaufre estime que l’ère nucléaire fait émerger une stratégie indirecte aussi dangereuse que peu prise en compte. Ce livre datant de 1963, il est judicieux de se demander, à l’aune des conflits engagés depuis 1990, si la menace de stratégies indirectes est suffisamment prise en compte.

CBA SAINT DENIS Vincent (118° promotion du CSEM)

* **« Perspectives tactiques »** du Colonel Guy Hubin, 1999.

L’objet du colonel Hubin est de démontrer que la doctrine et l’organisation actuelles de l’armée de terre sont issues de contraintes que la technique peut aujourd’hui abolir. De fait, la tactique semble aujourd’hui figée sur le principe du « fixer, déborder, percer » sous-tendu par une organisation divisionnaire qui n’est plus justifiée. Il faut donc faire table rase du passé pour tirer le meilleur parti des nouvelles voies offertes par la technologie.

Dans ce but, l’auteur détaille dans un premier temps ces évolutions technologiques et leurs implications sur le domaine tactique, puis il tente de dessiner ce que pourrait être la physionomie future de forces terrestres.

Déjà, un certain nombre de perspectives dégagées par le colonel Hubin sont en cours de réalisation : la modularité adoptée par l’armée de terre, la logistique de « pulsion », l’écrasement des hiérarchies, la « destruction de l’ennemi par l’intérieur » etc..

Pourtant ces perspectives audacieuses peuvent aussi apparaître par certains côtés utopiques, parce qu’accordant peut être trop de pouvoir au progrès technologique : le facteur humain qui paraît négligé ou sous évalué, le mythe d’un « brouillard de la guerre » dissipé par la technologie a été mis à mal au cours des conflits afghan et irakien

En conclusion, les perspectives tactiques dressent un tableau passionnant du combat de demain. Le fait que ce mouvement soit déjà amorcé témoigne de ce que ces considérations sont réalistes et, au moins partiellement, prises en compte. Cependant, la trop grande part accordée à la technique au dépend du facteur humain implique peut être de revoir certaines conclusions. Affirmer que l’homme réagit autrement qu’une machine ne relève pas de la nostalgie mais du réalisme.

Auteur de l’avis : CES de Brébisson, Thibault

* **« On Call in Hell »** Article récent paru dans le numéro du 20 mars 2006 de l’hebdomadaire « Newsweek », sous la plume des journalistes Pat WINGERT et Evan THOMAS.

Frappante relation de l’action d’un médecin de bataillon de Marines au cœur des combats de Fallujah. Très illustratif de l’ambiance et de la vie de ces unités.

Au-delà des réactions individuelles, de l’action, du courage et de la peur, à lire pour comprendre l’importance et la place du médecin à l’avant.

* **« Des électrons et des hommes »** du Lt-Colonel Michel GOYA (CDEF/DREX). Accessible sur le site intraterre du CDEF, dans la rubrique recherche doctrinale juillet 2005.

Excellent dossier, tiré du retour d’expérience récent, pour découvrir ou approfondir les enjeux et apports de la numérisation des forces. Illustré par des faits et des capacités actuelles,il décrit très bien ce que l’on peut attendre, à court et moyen terme, dans ce domaine sans tomber dans l’idéalisation, fréquente sur ce sujet.

Ecrit avec légèreté et humour, à lire absolument.

* **« Compte-rendu annuel du CENTAC »** :

sur le site intraterre <http://www.centac-mailly.terre.defense.gouv.fr/>).

On y trouve de nombreux enseignements tactiques concrets dans le domaine interarmes.

A lire pour la préparation avant une « rotation », mais aussi et surtout pour compléter son bagage tactique.

Directeur de la publication: GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**GBR BOULNOIS, Col BEMELMANS, Col PESQUÉ,**

**Col (H) MAZEL, Lcl GERVAIS, Ces (TA) CHOMEL de JARNIEU,**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**: Ces (TA) CHOMEL de JARNIEU**

Rédacteurs en chef adjoints**:Lcl GERVAIS, Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique : Col (H) MAZEL

Site intraterre : [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr) (rubriques publications)

Cahier réalisé avec le concours de l’Association “Amicale de l’EMSST”

1. Général de division (2S), Directeur de la revue AGIR, auteur de *Stratégie, crise et chaos*, Economica, 2005. [↑](#footnote-ref-1)
2. Commandant actuel de l’ESORSEM, qui au 1er semestre 2000, encore Colonel, était le chef d’état-major de la Brigade Multinationale Nord (à Mitrovica), commandée par le Général de SAQUI de SANNES. [↑](#footnote-ref-2)
3. UCK : armée de libération du Kosovo (albanais) ; KPC : Kosovo Protection Corps (issu de l’UCK). [↑](#footnote-ref-3)
4. L’oryx est une espèce de gazelle. [↑](#footnote-ref-4)
5. Au total, environ 400 hommes. [↑](#footnote-ref-5)
6. *High-mobility multiwheeled véhicles* (HMMWVs). [↑](#footnote-ref-6)
7. RPG : en russe *Raketniy Protivotankoviy Granatomet* ou, en anglais, *Rocket-Propelled Grenade* que l’on peut traduire par « roquette antichars ». [↑](#footnote-ref-7)
8. 60 000 cartouches sont tirées durant cette action. [↑](#footnote-ref-8)
9. Randall Shugart et Gary Gordon seront décorés de la Médaille d’Honneur du Congrès à titre posthume. [↑](#footnote-ref-9)
10. Très provisoire puisque les prisonniers ont été libérés quelques jours plus tard en échange du pilote Michael Durrant. [↑](#footnote-ref-10)
11. De même, les AC-130 gunship, véritable « forteresses volantes » particulièrement efficaces en combat urbain, ont été retirés de Somalie quelques semaines avant l’opération. Ces décisions coûteront son poste au secrétaire de la défense Les Aspin. [↑](#footnote-ref-11)
12. Frédéric II. [↑](#footnote-ref-12)
13. *Représentant de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) au conseil restreint du Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM) qui participe aux travaux portant sur les relations Défense – Entreprises et sur l’évolution législative et réglementaire. ORSEM de la promotion 1996, il est vice-président « relations extérieures » de la Réunion des ORSEM après en avoir été le secrétaire général.* [↑](#footnote-ref-13)
14. United Nations Disarmament Commission [↑](#footnote-ref-14)